



À Bobigny comme ailleurs, Attaquer les libertés syndicales, c'est attaquer la démocratie !

Les URIF CGT – CGT-FO – FSU – SOLIDAIRES réunies le 12 février 2016, dénoncent une nouvelle fois les attaques portées contre le syndicalisme en France et en Europe.

Elles réaffirment leurs positions exprimées le 14 janvier 2016 :

« Après Air France, ErDF-GrDF, les militants de Roanne, ce sont 8 syndicalistes de Goodyear qui sont condamnés et cette fois ci pénalement à 24 mois de prison dont 9 fermes avant que d'autres tels que ceux de Pentair à Ham subissent de plein fouet la vindicte patronale et gouvernementale.

A travers ce jugement, c'est une véritable tentative d'intimidation de tous les salariés de tous les citoyens, qui se battent pour leur emploi, pour leurs droits. C'est une volonté d'étouffer toutes contestations sociales porteuses d'autres choix de société, d'autres modèles économiques et sociaux.

C'est une confirmation supplémentaire, après l'interdiction des manifestations durant la COP21 et des mises en résidence surveillées de militants, de la dérive autoritaire et sécuritaire du gouvernement. Il utilise les attentats et la peur qui les accompagnent pour porter une attaque sans précédent aux libertés fondamentales individuelles et collectives. Pour cette raison, nous refusons toutes tentatives de constitutionnalisation de l'état d'urgence.

Cela se produit dans un contexte de colères et d'exaspération face aux injustices, aux inégalités sociales, aux reculs sans précédent des droits sociaux, de diminutions des droits des syndicats et des salariés et de remise en cause des moyens des organisations syndicales par la suppression de Bourses du Travail. »

Les URIF CGT – CGT-FO – FSU et SOLIDAIRES affirment également leur solidarité à l'égard de ceux qui en Europe vivent les mêmes sanctions ; c'est particulièrement vrai en Espagne. En France et particulièrement en Ile-de-France, la remise en cause des moyens pour que les syndicats assurent la défense des intérêts des travailleurs et l'existence de la démocratie sont remis en cause systématiquement. C'est aujourd'hui le cas à Bobigny où la municipalité veut « éjecter » les syndicats logés à la Bourse du Travail locale de Bobigny (93).

À Bobigny, comme dans toutes les communes d'Ile-de-France, les URIF CGT – CGT-FO – FSU et SOLIDAIRES se mobiliseront contre toutes ces attaques portées aux libertés, à la démocratie, et à l'existence des organisations syndicales.

Elles appellent l'ensemble de leurs structures à participer au rassemblement du

Mercredi 17 février 2016
À partir de 18H00 devant la Mairie de Bobigny
Métro Bobigny – Pablo Picasso
À l'appel des organisations syndicales
De la Bourse du Travail locale de Bobigny.

Paris, le 12 février 2016